

Bové : Delphine Batho pointe « une menace grave pour la démocratie »

5 juillet 2013 / José Bové



« Les accusations de Delphine Batho sont graves. J'appelle à la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur les conflits d'intérêts entre l'appareil d'Etat et les entreprises de l'énergie.

»

Lors de sa conférence de presse du 4 juillet 2013, Delphine Batho a estimé que le débat sur la transition énergétique irritait au plus haut point les dirigeants des grandes entreprises de ce secteur. Sa déclaration met en particulier en cause la société Vallourec, une des sociétés leader dans la commercialisation de tubes utilisés dans le cadre de la fracturation du gaz de schiste, interdite en France depuis 2011. Philippe Crouzet, président du directoire de cette société française a en effet des connections avec l'entourage proche du Président de la République.

La proximité des dirigeants des grandes entreprises et des décideurs politiques est une menace pour la démocratie. Au cours de mon mandat européen, j'ai été confronté à de nombreuses reprises à cette ingérence des multinationales dans les affaires publiques. Que ce soit dans le domaine de l'agro-industrie, du tabac, de la santé ou de l'énergie, les transnationales n'hésitent pas à dicter leur feuille de route aux dirigeants de premier plan.

Les négociations d'un accord de libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis débuteront le 8 juillet à Washington. Le Président Obama est très clair : « *Cet accord donnera plus de pouvoir à nos multinationales* ». L'Administration américaine a demandé aux entreprises de nommer leur priorité. L'entreprise Chevron va droit au but : elle demande explicitement d'avoir les moyens d'attaquer les États qui voteraient des lois qui l'empêcheraient de développer son activité en Europe, à savoir l'exploitation des gaz de schiste qui excite tous les appétits. La démocratie doit se doter de moyens pour lutter contre ces lobbies.

L'approvisionnement énergétique est un secteur vital pour nos sociétés. Le réchauffement climatique est un fait avéré. L'urgence est de trouver des alternatives aux énergies fossiles et au nucléaire. L'Allemagne l'a compris. Elle a tourné la page et ses industries investissent massivement dans des technologies d'avenir, créatrice d'emplois. En France, l'Etat est infiltré depuis des décennies par des hommes dépassés par les évolutions d'un monde qu'ils ne comprennent plus.

Les accusations de Delphine Batho sont graves. Dès jeudi 4 juillet, j'ai appelé à la création d'une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur les conflits d'intérêts entre l'appareil d'Etat et les entreprises de l'énergie. En effet, **nous ne pouvons pas accepter qu'un débat sur la transition énergétique se fasse en plein jour avec les acteurs de la société civile, et que, dans le même temps, des décisions soient prises dans l'ombre des couloirs du pouvoir**

. La transparence est une nécessité absolue pour que le nouveau ministre de l'Ecologie puisse, une fois la lumière faite, finaliser, sans suspicion, le débat sur l'avenir énergétique de notre pays et proposer des orientations qui répondent aux défis environnementaux actuels et aux attentes de nos concitoyens.

Source : Courriel à *Reporterre*

Lire aussi : *Batho accuse « les forces économiques » et l'entreprise Vallourec*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Bove-Delphine-Batho-pointe-une>